

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 965-2022, 8 juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 9 996 000 \$ à Génome Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, pour le cofinancement d'activités de recherche

ATTENDU QUE Génome Québec est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes (S.R.C., 1970, c. C-32);

ATTENDU QUE Génome Québec met en œuvre le financement de Génome Canada au Québec en partenariat avec le gouvernement du Québec, les entreprises et les fondations caritatives;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette Loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toute autre mesure utile, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs, ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une subvention d'un montant maximal de 9 996 000 \$ à Génome Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, soit 7 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et 2 996 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour le cofinancement d'activités de recherche;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Génome Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 9 996 000 \$ à Génome Québec, au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, soit 7 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et 2 996 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour le cofinancement d'activités de recherche;

QUE cette subvention soit octroyée selon des conditions et des modalités qui seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Génome Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77519

Gouvernement du Québec

Décret 1002-2022, 15 juin 2022

CONCERNANT la nomination de membres de l'Ordre national du Québec

ATTENDU QUE l'Ordre national du Québec est créé par la Loi sur l'Ordre national du Québec (chapitre O-7.01);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3 de cette loi le gouvernement peut, sur la recommandation du premier ministre, nommer toute personne qui est née au Québec ou qui y réside, grand officier de l'Ordre national du Québec, officier de l'Ordre national du Québec ou chevalier de l'Ordre national du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 6 de cette loi un chevalier de l'Ordre national du Québec peut, de la manière prévue à l'article 3 de cette loi, être promu grand officier ou officier de l'Ordre national du Québec et un tel officier peut être promu grand officier de l'Ordre national du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de procéder à la nomination de membres de l'Ordre national du Québec;

ATTENDU QU'avant de recommander au gouvernement ces nominations le premier ministre a demandé et obtenu l'avis du Conseil de l'Ordre et que cet avis est annexé au présent décret, conformément à l'article 5 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre :

QUE la personne suivante soit promue au grade de grand officier de l'Ordre national du Québec :

— M. Michel Chrétien;

QUE les personnes suivantes soient nommées ou promues au grade d'officier ou d'officière de l'Ordre national du Québec :

— M. Louis Audet;

— Mme Joséphine Bacon;

— M. François Crépeau;

— Mme Sophie D'Amours;

— M. Jean-François Lépine;

— M. Pierre Karl Péladeau;

— M. Samuel Pierre;

— Mme Caroline Quach-Thanh;

— M. Sidney Stevens;

— M. Jean St-Gelais;

QUE les personnes suivantes soient nommées au grade de chevalier ou de chevalière de l'Ordre national du Québec :

— M. Michel Bouvier;

— M. Michel Clair;

— M. Jean-Pierre Desrosiers;

— M. Vincent Dumez;

— Mme Louise Forestier;

— M. Gaëtan Gagné;

— M. Alain-G. Gagnon;

— Mme Louisiane Gauthier;

— M. Michel Labrecque;

— M. Pierre Lahoud;

— Mme Suzanne Lareau;

— Mme France Légaré;

— M. Roland Lepage;

— M. James A. O'Reilly;

— M. Marc Parent;

— Mme Léa Pool;

— Mme Denise Robert;

— Mme Francine Saillant;

— Mme Anik Shooner;

— M. René Simard;

— M. Jean Soulard.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77590

Gouvernement du Québec

Décret 1003-2022, 15 juin 2022

CONCERNANT l'exercice des fonctions de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants à monsieur Christian Dubé, membre du Conseil exécutif, du 18 juin au 2 juillet 2022.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77591